

Points de mire



CEPES
CENTRE D'ÉTUDES DES POLITIQUES
ÉTRANGÈRES ET DE SÉCURITÉ

Les besoins pétroliers de la Chine : enjeux géostratégiques et économiques

Par **Natalie Valade**
Étudiante à la maîtrise en science politique

L'extraordinaire développement que connaît la Chine est assorti d'une demande croissante en matières premières et en ressources énergétiques : du gaz naturel mais surtout du pétrole. On prévoit que l'économie chinoise va croître au rythme de 9 % par an et ce pour les 20 prochaines années. La Chine est devenue, en 2004, le deuxième plus gros consommateur mondial de pétrole, devant le Japon, avec l'utilisation de près de 7 millions de barils par jour. De l'avis de nombreux experts, la consommation chinoise de pétrole devrait doubler d'ici 2010. À ce rythme, il est donc logique de s'attendre à ce que la Chine devienne à moyen terme aussi gourmande que les États-Unis qui sont les champions de la consommation d'or noir avec 21 millions de barils par jour. Avec l'augmentation marquée du prix du pétrole depuis un an, la nécessité pour la Chine de garantir son approvisionnement énergétique est devenue une pierre angulaire de la politique étrangère de Beijing, au point que plusieurs y voient une source potentielle de tensions à venir entre la Chine et les États-Unis. Le tollé soulevé en 2005 aux États-Unis contre la tentative de la pétrolière chinoise Cnooc de prendre le contrôle de la pétrolière américaine Unocal donne un sens à cette inquiétude, tout comme les relations étroites qui se nouent entre la Chine et le Venezuela, un gros producteur de pétrole dont le gouvernement d'Hugo Chavez est pris en grippe par Washington.

Les réserves mondiales de pétrole convoitées par la Chine

Il y a seulement 20 ans, la Chine exportait beaucoup de pétrole, principalement en Asie de l'Est. C'est maintenant les pays de cette région qui fournissent gaz et pétrole à la Chine. Beijing surveille désormais toutes les réserves d'hydrocarbures du globe à travers ses trois compagnies pétrolières nationales : Sinopec, CNPC et Cnooc (1). Sa première source d'approvisionnement demeure cependant le Moyen-Orient qui fournit plus de 45 % des importations chinoises de pétrole. L'Iran à lui seul comble 11 % des besoins pétroliers de la Chine. En octobre 2004, Sinopec a signé avec Téhéran un accord de 30 ans qui engage Beijing à acheter pour 250 millions de tonnes de gaz naturel et à développer le riche gisement de pétrole iranien de Yadavaran. En échange, l'Iran s'est engagé à exporter pendant 25 ans, 150 mille barils de pétrole par jour au prix du marché.

(1) Sinopec (China Petroleum and Chemical Corporation); CNPC (China National Petroleum Corporation); Cnooc (China Offshore Oil Co.).

La Chine cherche par ailleurs à s'assurer un approvisionnement direct du pétrole provenant de la mer Caspienne. Un tronçon d'oléoduc qui fera à terme 3000 kilomètres a été inauguré en décembre 2005 au Kazakhstan.

L'Afrique représente une source pétrolière de choix pour la Chine. En 2004, le pétrole africain représentait près de 29 % des importations chinoises. Pour mieux assurer la pérennité de cet approvisionnement, Beijing a initié des ententes de coopération avec plusieurs pays africains. En 2004, la Chine a mis sur pied le Forum de coopération Chine-Afrique qui fait la promotion du commerce et des investissements avec 44 États africains. Dans cette même logique, la Chine a baissé ses droits de douanes sur plusieurs produits africains en échange d'un accès facilité aux marchés locaux. La présence chinoise est d'ailleurs vue comme bénéfique par plusieurs gouvernements africains qui n'hésitent pas à simplifier l'accès des entreprises chinoises aux ressources naturelles. Par ailleurs, la Chine porte une attention toute particulière à l'exploration pétrolière dans le Golfe de Guinée, une région qui selon des estimations recèlerait près de 10 % des réserves mondiales de pétrole.

La Chine est également très active en Amérique Latine. Les échanges commerciaux avec les pays latino-américains ont quintuplé depuis l'an 2000. La Chine a signé plusieurs accords concernant l'approvisionnement en pétrole avec le Brésil, l'Argentine et le Venezuela, qui est le cinquième producteur mondial. La Chine considère l'Amérique Latine comme un marché de choix pour l'exportation de ses produits manufacturés. C'est surtout l'Amérique du Sud qui semble succomber tranquillement aux avances chinoises. Au Brésil, le gouvernement de Lula da Silva s'est dit prêt à l'idée d'une alliance stratégique sino-brésilienne. Le Chili est déjà en pourparlers pour une libéralisation du commerce avec la Chine. Quant au Venezuela, seul membre latino-américain de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), il est un allié économique de poids pour la Chine. En août 2005, le gouvernement vénézuélien s'est engagé à fournir entre 15 % et 20 % des importations chinoises de pétrole.

La Chine lorgne également du côté du Canada, où elle s'intéresse particulièrement aux sables bitumineux de l'Alberta. En mai 2005, le groupe chinois Sinopec s'est porté acquéreur, par l'intermédiaire de sa filiale canadienne Sino-Canada, de 40 % des parts du projet « Northern Light Oilsans ». Un mois auparavant, la société canadienne Enbridge a conclu un accord de principe avec la société Petrochina (filiale du CNPC) pour un autre projet d'extraction de sables bitumineux. Même si ce type d'extraction de pétrole



Unité du CEIM

Vol. 7, no 5 (12 avril 2006)
Disponible à l'adresse : <http://www.er.uqam.ca/nobel/cepes>
collection dirigée par Pierre Jolicoeur

UQAM
Université du Québec à Montréal

est très onéreux, Beijing compte continuer à investir dans ce domaine, car elle mise sur l'évolution rapide des technologies permettant de réduire à moyen terme les coûts de production.

Enjeux géostratégiques et économiques

La demande insatiable en énergie de la Chine alimente les craintes de confrontations diplomatiques et financières, principalement avec les États-Unis, qui eux aussi cherchent à sécuriser leur approvisionnement. L'intérêt marqué de la Chine pour des réserves de pétrole qui se trouvent dans la sphère d'influence des États-Unis n'est pas bien vu par Washington. Par ailleurs la Chine appuie des États qui sont au centre de controverses internationales comme le Soudan et l'Iran.

En 2004, la Chine s'est servi de son droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU pour bloquer une initiative visant à imposer des sanctions au Soudan dans le dossier du génocide au Darfour. C'est que la Chine a déjà investi beaucoup dans l'industrie pétrolière de ce pays d'Afrique. En 1997, alors que faisait rage le conflit soudanais, Washington a interdit aux pétrolières américaines de faire des affaires au Soudan, une décision qui a ouvert la porte aux pétrolières chinoises qui ont rapidement pris la place laissée vacante par les compagnies américaines.

Un autre dossier qui irrite au plus haut point les États-Unis est la relation étroite qui est en train de se nouer entre Beijing et le gouvernement d'Hugo Chavez au Venezuela. Ce dernier poursuit une diplomatie pétrolière tous azimuts. Chavez, qui privilégie les relations Sud-Sud, veut faire de l'or noir un instrument essentiel des relations extérieures du Venezuela ainsi que diminuer la dépendance du pays vis-à-vis des États-Unis, principal marché d'exportation du brut vénézuélien.

Par ailleurs dans le dossier nucléaire iranien, la Chine s'est toujours montrée réticente à ce que le Conseil de sécurité se prononce sur le refus de Téhéran de cesser ses activités d'enrichissement d'uranium. La décision du Conseil de sécurité d'imposer des sanctions à l'Iran est entravée par la possibilité bien réelle de voir la Chine utiliser son droit de veto. Beijing tient particulièrement à ne pas se brouiller avec Téhéran afin de préserver sa meilleure source d'approvisionnement de pétrole dans la région.

En ce qui concerne la Russie, son pétrole fait l'objet de lutte commerciale entre la Chine et le Japon. La Chine a perdu un contrat important aux mains du Japon. En 2003, la CNPC avait conclu un accord avec la pétrolière russe Yukos pour la construction d'un oléoduc vers la Chine. Un projet qui a été abandonné après le démantèlement de Yukos par le gouvernement russe. Par la suite, Moscou s'est tourné vers le Japon pour relancer le projet. Des tensions sino-japonaises existent également au sujet des ressources de la mer de Chine orientale, dont la possession est revendiquée de part et d'autre. Même si cette région n'est pas réputée pour contenir de

grosses réserves d'hydrocarbure, la Chine tient à en garder le contrôle notamment parce qu'elle borde sa frontière maritime.

Assurer son approvisionnement n'est pas la seule préoccupation de la Chine en matière de pétrole, il y a aussi son transport. La Chine ne possède aucun oléoduc transfrontalier. La majorité des infrastructures en place en Asie centrale, sont sous contrôle russe. Une grande partie des importations chinoises de pétrole arrive par voie maritime. La Chine veut des oléoducs qui débouchent sur son territoire et qui lui permettront un plus grand contrôle de la ressource. Mais le contexte de guerre au terrorisme oblige la Chine à sécuriser davantage cet approvisionnement. Selon certains observateurs, cet objectif pourrait inciter la Chine à renforcer son arsenal militaire.

Déplétion des stocks de pétrole : Source de conflit potentiel

Mais la grande inquiétude de fond reste, à savoir si la production mondiale va être en mesure d'absorber à long terme la hausse des besoins en pétrole générés par la demande croissante de la Chine. Selon plusieurs spécialistes du pétrole, l'extraction mondiale d'or noir est proche de son plafond historique et le pic mondial devrait être atteint entre 2006 et 2008. Selon ces experts, la production de pétrole va aller en diminuant au cours des années subséquentes, de façon irréversible et ne pourra pas se prolonger au-delà de 2030-2040. Alors que la production mondiale va commencer à décliner de 2 % à 3 % par an, la demande en pétrole va augmenter, gonflée par la croissance économique de la Chine mais aussi de celle de l'Inde. Il est clair que sans la recherche de ressources énergétiques alternatives, certains secteurs comme le transport ne pourront pas se passer de pétrole. Dans un tel contexte, il est plausible de redouter un durcissement dans la lutte pour le contrôle des ressources pétrolières du globe.

Pour aller plus loin : suggestions de liens Internet

Arab Petroleum Research Center : <http://www.arab-oil-gas.com/indexie.htm>

OPEC Review :
<http://www.blackwellpublishing.com/journal>

La Chine, le pétrole et l'Afrique dans Géopolitis:
<http://www.geopolitis.net/geopol/geo/article/Geoenergie/artil101576118704818422119438616.html>

Association pour l'étude du pic pétrolier et gazier :
<http://www.peakoil.net/>